

SEP 25 1979



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE

UN/SA COLLECTION



Distr.
GENERALE

A/34/486
19 septembre 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-quatrième session
Point 97 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORTS FINANCIERS ET COMPTES ET RAPPORTS DU
COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires

1. En juin 1979, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné avec le Comité des commissaires aux comptes les rapports de ce dernier à l'Assemblée générale sur les rapports financiers et comptes du Programme des Nations Unies pour le développement 1/, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (y compris l'Opération cartes de vœux) 2/, de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche 3/, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (en ce qui concerne les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire) 4/ et du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population 5/ pour l'exercice terminé le 31 décembre 1978, et ceux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient 6/ pour les exercices terminés le 31 décembre 1977 et le 31 décembre 1978. Le Comité consultatif a aussi examiné avec le Comité des commissaires aux comptes le rapport que celui-ci lui avait soumis sur des questions relatives à la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1978-1979.

* A/34/150

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément No 5A (A/34/5/Add.1).

2/ Ibid., Supplément No 5B (A/34/5/Add.2).

3/ Ibid., Supplément No 5D (A/34/5/Add.4).

4/ Ibid., Supplément No 5E (A/34/5/Add.5).

5/ Ibid., Supplément No 5G (A/34/5/Add.7).

6/ Ibid., Supplément No 5C (A/34/5/Add.3).

A. Observations relatives à plusieurs organisations

2. Dans ses rapports de vérification des comptes du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de même que dans son rapport au Comité consultatif sur des questions relatives à la vérification des comptes de l'ONU pour l'exercice biennal 1978-1979, le Comité des commissaires aux comptes s'est déclaré préoccupé par l'insuffisance des contrôles exercés au Service du calcul de New York.

3. Dans son rapport sur le FISE, le Comité des commissaires aux comptes dit "qu'il est parvenu à la conclusion générale qu'on n'avait pas consacré suffisamment de temps à l'établissement de normes et de procédures de contrôle pour la documentation, le traitement et la protection des systèmes informatiques et qu'il n'y avait pas eu une interaction suffisante entre le Service de calcul de New York et ses utilisateurs. Le Comité se déclare particulièrement préoccupé de constater que les programmes informatiques et les fichiers de données du FISE ne sont pas suffisamment protégés, en particulier dans les domaines ci-après :

a) Les contrôles des activités des terminaux s'exercent de telle manière que quiconque ayant une connaissance suffisante des techniques de traitement des données peut accéder à presque tout programme ou fichier de données du FISE à partir de l'un quelconque des terminaux parmi le groupe d'utilisateurs du Service de calcul de New York;

b) Les mécanismes de contrôle automatique intégrés à l'ordinateur et qui pourraient assurer la protection de la transmission et du stockage des données n'ont pas été pleinement utilisés par le Service de calcul de New York ni mis à la disposition du FISE;

c) Les programmes informatiques, les dossiers de données et la documentation relative aux systèmes ne sont pas toujours physiquement en sûreté." 7/

Le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes du PNUD contient pratiquement les mêmes observations.

4. Dans son rapport au Comité consultatif, le Comité des commissaires aux comptes indique, notamment, qu'en raison du volume de travail de plus en plus lourd du Service de calcul de New York, ce dernier n'a guère eu le temps d'élaborer et d'arrêter des normes et des procédures de contrôle pour la conception, le traitement et la protection des systèmes informatiques. L'Administration sait bien que de tels contrôles sont indispensables mais elle manque de personnel pour les appliquer. De ce fait, les contrôles exercés par le centre de données du Service de calcul de New York sont, de l'avis du Comité des commissaires aux comptes, d'un niveau nettement inférieur à celui qui serait acceptable pour un centre de cette dimension et de ce degré de complexité. Le Comité des commissaires aux comptes préconise que l'Administration prenne des mesures immédiates pour que le contrôle des

7/ Ibid., Supplément No 5B (A/34/5/Add.2), première partie, chap. IV, par. 13-14.

opérations sur ordinateur au Service de calcul de New York et auprès de ses utilisateurs s'exerce à un niveau acceptable, et pour assurer que les ressources nécessaires en personnel technique puissent être allouées afin d'établir, préserver et superviser ces contrôles.

5. Le Comité consultatif a examiné la question de la sécurité des fichiers informatisés avec des représentants du Secrétaire général, dont les responsables du Service de calcul de New York. Ils ont indiqué au Comité que le Service de calcul appliquait un programme modeste mais actif en matière de sécurité des systèmes informatiques. En outre, à deux exceptions près, tous les principaux systèmes étaient de type traditionnel à traitement groupé pour lesquels l'utilisation de terminaux n'était qu'accessoire. Les deux systèmes plus récents, spécifiquement conçus pour l'exploitation "en connexion", comportaient une protection totale par mot de passe de l'accès aux programmes et aux fichiers et un contrôle spécifique de l'accès aux terminaux. Les fichiers informatisés contenaient des données identiques à celles des fichiers de type traditionnel; par conséquent, si les fichiers informatisés étaient altérés, toute différence apparaîtrait immédiatement. Les représentants du Secrétaire général ont aussi déclaré que les fonctionnaires qui avaient accès aux ordinateurs étaient relativement peu nombreux, que leurs activités étaient en général connues de tous et facilement vérifiables et que l'on tenait pour chaque utilisateur un dossier d'activité qui pouvait être consulté à tout moment. Certaines des mesures suggérées par le Comité des commissaires aux comptes, telles que l'installation d'un générateur d'électricité de secours et la séparation des fonctions du personnel du Service de calcul, nécessiteraient des ressources supplémentaires. Les représentants du Secrétaire général ont déclaré au Comité consultatif que bien qu'à leur avis il n'y eût aucun motif d'inquiétude à l'heure actuelle, il faudrait prévoir une protection supplémentaire quand le Service de calcul fonctionnerait de façon interactive.

6. Le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général suive de façon continue la question de la sécurité des fichiers informatisés, tout en tenant compte du rapport coût-efficacité des améliorations possibles.

B. Organisation des Nations Unies

7. Dans son rapport au Comité consultatif sur des questions relatives à la vérification des comptes de l'ONU pour l'exercice biennal 1978-1979, le Comité des commissaires aux comptes déclare qu'aucun progrès important n'a été fait par l'Administration pour ce qui est de l'amélioration des systèmes de gestion et de contrôle financiers de l'ONU, dans la mesure où les deux "recommandations clefs" faites par le Comité dans son rapport à la trente-troisième session de l'Assemblée générale n'ont pas encore été appliquées. Les deux recommandations en question concernaient a) les moyens dont disposait le Contrôleur pour orienter, guider et diriger à l'échelon central l'ensemble des activités financières et b) la mise en place d'un groupe des systèmes qui serait chargé exclusivement des systèmes généraux de gestion et de contrôle financiers.

/...

8. En ce qui concerne la première recommandation, le Comité consultatif rappelle que dans son rapport à l'Assemblée générale à sa trente-troisième session, il avait prié le Secrétaire général et le Contrôleur de prendre immédiatement des mesures visant à assurer la pleine application du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies (A/33171, par. 11).

9. Sur sa demande, le Comité consultatif a été informé par les représentants du Secrétaire général que le manque de progrès quant à l'application de la recommandation était dû à la nécessité de mettre au point des modalités pour renforcer le rôle du Contrôleur afin de lui permettre d'orienter, de guider et de diriger à l'échelon central l'ensemble des fonctions financières de l'ONU, dans le cadre d'une plus grande délégation de pouvoirs en faveur des services des bureaux extérieurs.

10. Pour ce qui est de la création du groupe des systèmes, qui fait l'objet de la deuxième recommandation mentionnée au paragraphe 5 ci-dessus, les représentants du Secrétaire général ont indiqué que des candidats avaient été choisis et seraient bientôt nommés.

11. Le Comité a aussi demandé où en étaient les travaux d'élaboration du manuel financier complet énonçant les politiques, responsabilités et procédures de l'Organisation des Nations Unies en matière de gestion et de contrôle financiers, demandé par l'Assemblée générale au paragraphe 4 du dispositif de la résolution 33/10 du 3 novembre 1978. Le Comité a appris que ces travaux n'avaient pas encore commencé.

12. A ce propos, le Comité rappelle qu'au paragraphe 5 de la résolution 33/10, l'Assemblée générale avait demandé au Secrétaire général d'appliquer les propositions du Comité des commissaires aux comptes aussi rapidement que possible et de lui rendre compte, lors de sa trente-quatrième session, des progrès accomplis pour répondre aux préoccupations exprimées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport 8/.

13. Dans son rapport au Comité consultatif, le Comité des commissaires aux comptes mentionne aussi plusieurs faiblesses dans la gestion des liquidités. Le Comité indique que l'Administration est d'accord pour l'essentiel avec ses observations et qu'elle a déjà pris des mesures pour améliorer les procédures de prévision et de surveillance en matière de liquidités et pour renforcer les contrôles internes. Le Comité a informé le Comité consultatif qu'il suivrait la question et présenterait ses observations, selon que de besoin, à l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session dans son rapport relatif aux rapports financiers et comptes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1978-1979.

8/ Ibid., trente-troisième session, Supplément No 5 (A/33/5), vol.I, sect. IV.

14. Le Comité a aussi informé le Comité consultatif qu'il avait recommandé à l'Administration de prendre immédiatement des mesures pour revoir ses procédures d'achat, élaborer des méthodes et procédures pour le traitement rapide et le suivi des ordres d'achat, améliorer ses procédures de sélection et d'évaluation des vendeurs et améliorer les techniques comptables pour ce qui est des biens consommables et non consommables. Le Comité a déclaré que l'Administration était d'accord avec son évaluation générale et qu'elle avait admis que l'application des principales recommandations améliorerait les résultats et l'exécution. L'Administration avait également pris plusieurs mesures concrètes pour améliorer les procédures d'achat et d'inventaire. Le Comité des commissaires aux comptes suivrait l'application de ses recommandations et ferait rapport, selon que de besoin, à l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session.

C. Programme des Nations Unies pour le développement

15. Dans son rapport sur les comptes du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'exercice terminé le 31 décembre 1978, le Comité des commissaires aux comptes recommande de considérer en priorité la question de l'étendue, de l'ampleur et de l'organisation de la fonction de vérification intérieure et de donner une plus grande priorité à l'examen et à l'analyse des états financiers et des rapports de vérification des agents d'exécution 9/. Il présente également des observations sur les domaines suivants : la nécessité d'améliorer le contrôle des fonds d'exploitation et des comptes bancaires, la protection des programmes et des fichiers informatisés du PNUD (voir par. 2 à 4 ci-dessus), la nécessité de présenter les états financiers avec plus de détails et les progrès réalisés dans l'exécution du Projet d'amélioration des systèmes d'information (PASI).

16. Le Comité consultatif note que le Comité des commissaires aux comptes considère que la phase de conception du PASI a été couronnée de succès. Pour ce qui est des opérations de vérification intérieure des comptes du PNUD, le Comité des commissaires aux comptes a fait savoir au Comité consultatif qu'à son avis, le Service de vérification intérieure du PNUD devrait faire rapport directement à l'Administrateur sur les questions importantes.

D. Fonds des Nations Unies pour l'enfance

17. Aux paragraphes 5 à 8 de son rapport sur le FISE 10/, le Comité des commissaires aux comptes déclare que, de nombreux gouvernements n'ayant pas présenté de rapports périodiques sur les véhicules qui leur ont été prêtés, il n'a pas pu déterminer si les véhicules mentionnés dans les dossiers existaient et étaient utilisés aux fins pour lesquelles ils avaient été fournis. Sur sa demande,

9/ Ibid., trente-quatrième session, Supplément No 5A (A/34/5/Add.1), sect. IV, par. 7.

10/ Ibid., Supplément No 5B (A/34/5/Add.2), première partie, sect. IV.

le Comité consultatif a été informé par le Comité des commissaires aux comptes qu'il n'était pas possible, malgré les efforts des représentants du FISE dans les pays concernés, d'exercer les contrôles prévus dans les accords passés avec les gouvernements. Le Comité consultatif note que le FISE doit tenir une conférence sur la gestion du parc automobile au cours de laquelle il examinera notamment sa politique en matière d'accords de prêts de véhicules.

18. Le Comité consultatif note à la lecture des paragraphes 9 à 12 du rapport du Comité des commissaires aux comptes que le FISE n'a pas établi de procédures adéquates pour le recrutement et l'évaluation du comportement professionnel des experts et consultants, en vue de garantir l'application des principes et directives fixés par l'Assemblée générale. L'Administration du FISE a informé le Comité des commissaires aux comptes qu'elle s'occupait actuellement de mettre au point une déclaration de politique générale sur l'emploi de consultants et d'experts de l'extérieur.

19. Les observations du Comité consultatif sur la question de l'utilisation des ordinateurs figurent plus haut, aux paragraphes 2 à 6.

E. Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

20. Le Comité consultatif n'a pas d'observations à formuler sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes relatif aux comptes de l'UNITAR pour l'exercice terminé le 31 décembre 1978 11/.

F. Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

21. Dans ses rapports de vérification des comptes relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 1978 12/, le Comité des commissaires aux comptes présente des recommandations visant à améliorer la coordination et le contrôle interne des procédures d'achats, à encourager le remboursement des prêts (dont le montant total était de 13 millions de dollars au 31 décembre 1978), à accélérer la présentation par les agents d'exécution d'états financiers définitifs certifiés et de rapports descriptifs et à améliorer les contrôles des biens non consommables, tels que les équipements et les machines.

22. Le Comité consultatif note que le Haut Commissaire est d'accord avec les recommandations du Comité des commissaires aux comptes et a déjà pris des mesures pour les appliquer.

11/ Ibid., Supplément No 5D (A/34/5/Add.4), sect. IV.

12/ Ibid., Supplément No 5E (A/34/5/Add.5), sect. IV.

G. Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population

23. Le Comité consultatif n'a pas d'observations à formuler sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes relatif aux comptes du FNUAP pour l'exercice terminé le 31 décembre 1978 13/.

H. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

24. Le rapport du Comité des commissaires aux comptes relatif aux comptes de l'UNRWA porte sur les exercices terminés le 31 décembre 1977 et le 31 décembre 1978 14/. Le Comité s'est déclaré préoccupé du fait que la vérification intérieure des comptes n'était pas aussi efficace qu'elle devrait l'être. Le Comité consultatif prend note de l'explication de l'Administration, reproduite au paragraphe 7 du rapport du Comité des commissaires aux comptes, selon laquelle des problèmes sont apparus du fait du manque de personnel et des conditions difficiles dans lesquelles le siège de l'Office avait dû fonctionner au cours des dernières années. On s'attend à une amélioration du programme de vérification intérieure des comptes en 1979.

25. Dans ses observations sur la Caisse de prévoyance du personnel régional, le Comité des commissaires aux comptes recommande d'adopter des procédures garantissant que les administrateurs des fonds commerciaux se conforment aux politiques d'investissement et de contrôler les procédures d'investissement. Le Comité des commissaires aux comptes déclare aussi qu'à l'heure actuelle, l'Office cotise à la Caisse à intervalles irréguliers, et propose que des mesures appropriées soient prises.

26. Le Comité des commissaires aux comptes indique aussi dans son rapport, entre autres problèmes, qu'il a découvert des cas de pratiques inhabituelles pour ce qui est de la passation des marchés, de non-application des procédures prescrites, et d'interprétation et d'utilisation très libres des pouvoirs exceptionnels 15/. A cet égard, le Comité des commissaires aux comptes a informé le Comité consultatif qu'il avait découvert des cas où, en l'absence de toute urgence réelle, l'Office n'avait pas accepté les offres les plus intéressantes ou n'avait pas fait d'appel d'offres. Le Comité consultatif espère que des mesures seront prises pour empêcher que de telles situations ne se reproduisent.

13/ Ibid., Supplément No 5G (A/34/5/Add.7), sect. IV.

14/ Ibid., Supplément No 5C (A/34/5/Add.3), troisième partie.

15/ Ibid., par. 16 a).